



POUR NOS SALAIRES, NOS POSTES, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL... CONTRE LE MÉPRIS ET LES ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES GOUVERNEMENTALES... EN GRÈVE LE 1ER FÉVRIER

LA CGT EDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

POSTES : LA SITUATION S'AGGRAVE...

« Un enseignant dans chaque classe »... La promesse Attal de septembre 2023 n'a

pas tenu face à la réalité. Les postes non pourvus et les manques de personnels dans les écoles sont, cette année encore, extrêmement nombreux. Les « affirmations » péremptoires de Macron sur l'amélioration de la situation se fracassent sur les murs de la réalité.

Cette réalité a de très nombreux visages aujourd'hui : **classes sans enseignant pendant plusieurs jours, aucun remplacement du jour au lendemain, inclusion scolaire très difficile, remplaçant-e affecté-e à l'année sur un poste, recrutement massif de contractuel-les, départs en formation refusés faute de remplaçant-es... La liste est longue, tout autant que celle des effets sur nos conditions de travail et notre fatigue...**

Ce que dit la polémique Amélie Oudéa-Castéra : suppressions de postes d'où manque de personnels donc manque de remplaçant-es.

Il y a bien urgence à recruter massivement des personnels titulaires formés et accompagnés. **Stop aux paroles, place aux actes.** Les personnels et les familles ne sont pas dupes.



UNIFORME : VIEILLE LUBIE RÉACTIONNAIRE

Le gouvernement réaffirme sa volonté de « réarmer » le pays et de caporaliser l'EN par un autoritarisme renforcé.

Marseillaise (déjà dans les programmes depuis 38 ans), manuels scolaires et pédagogie imposés... Et cerise sur le gâteau le « retour » de l'uniforme à l'école !

C'est en s'habillant tou-tes pareil-les qu'on a le sentiment d'appartenance à une communauté et qu'on gomme les inégalités ? Foutaise! Y croire est ridicule. **Lutter contre les inégalités sociales, c'est mener une politique sociale ambitieuse d'accompagnement des populations défavorisées.**

Avec l'uniforme, ce sont avant tout les quartiers populaires qui sont visés et ces élèves constamment suspecté-es de ne pas avoir de « sentiment d'appartenance à la communauté nationale » qu'il faut discipliner. C'est un pas de plus dans **une politique de stigmatisation profondément réactionnaire à l'encontre de notre jeunesse.**

Et que dire de tout cet argent gaspillé et qui devrait être utilisé de manière pertinente pour améliorer l'encadrement des élèves, garantir la gratuité de l'école ou augmenter nos salaires. **Le coût de cette expérimentation représenterait à terme l'équivalent de 10000 postes d'enseignant-es... de quoi régler le problème du remplacement cher à Mme la Ministre. Nous n'avons pas toutes et tous les mêmes urgences...**

POUR UNE ÉCOLE DE QUALITÉ POUR TOU-TES

Les débuts calamiteux de Mme Ouéda Castéra permettent de rendre visible la place scandaleuse qu'occupe l'enseignement privé dans notre système éducatif, au dépend d'une éducation publique, égalitaire, laïque et gratuite. Que les élites choisissent de payer pour l'école de leurs enfants n'est pas un problème en soi, mais lorsque c'est avec l'argent public ou en refusant la mixité, il y a lieu de s'indigner ! Car oui, l'argent public finance en grande partie l'enseignement privé dit « sous contrat ». Et ça ne date pas d'hier.

La loi Debré puis la loi Blanquer ont permis à ces écoles de bénéficier à plus 76 % de financement public (et certaines font parfois même de gros bénéfices -#Stanislas- sans souffrir d'un réel contrôle). Et dans un même mouvement, nos écoles, collèges et lycées publics se dégradent de plus bel, faute de moyens accordés à hauteur des besoins. **La mixité sociale est de plus en plus menacée.**

Comment pouvons-nous accepter sans réagir à l'abandon de notre ambition commune qui promet la même éducation de qualité pour tou-tes et partout sur le territoire ? Comment accepter une ministre avec si peu d'égards pour l'École publique qu'elle doit défendre désormais ?

À nous d'exiger les moyens pour une École ambitieuse et égalitaire !

SALAIRES

Pour faire face à l'inflation galopante depuis des mois, les gouvernements jouent prioritairement la carte des primes. La CGT Éduc'action rappelle que c'est le point d'indice qui est la base du salaire et du calcul des retraites des agent·es de la Fonction publique. Exiger son augmentation, c'est exiger et obtenir des augmentations pérennes pour tou·tes. Et ce n'est pas le chemin choisi par le gouvernement.

EXIGEONS :

- AUGMENTATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PERSONNELS DE 400 € NET
- DÉGEL DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE AVEC LE RATTRAPAGE DES PERTES ANTÉRIEURES
- INDEXATION DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE SUR L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
- ÉGALITÉ SALARIALE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

PACTE... UN LEURRE POUR NOS SALAIRES ET UN DANGER POUR NOS STATUTS

Cet engagement contractuel annuel renouvelable instaure des missions s'ajoutant à nos obligations réglementaires de service et à nos statuts. C'est non seulement une transformation de la Fonction publique, mais c'est surtout une non-revalorisation salariale. C'est un simple « travailler plus pour gagner plus » et un alourdissement du temps de travail pour des personnels qui travaillent déjà beaucoup.

Conscients de la duperie et du danger pour le fonctionnement des équipes, les personnels ont massivement refusé le flop Pacte.



CHOC DES SAVOIRS OU... CHOC DES ANNONCES

UNE MISE AU PAS PROFESSIONNELLE

Pour soi-disant élever le niveau des élèves dans les savoirs fondamentaux, le « Choc » vise à refondre dès la rentrée 2024 une partie de l'École primaire. Nouveau tour de vis à l'encontre de notre liberté pédagogique et notre pratique professionnelle.

En gros, le MEN nous dit « vous êtes nul·les, on vous dit comment faire »...

- Méthodes pédagogiques imposées par le Conseil scientifique et le Conseil national des programmes alors qu'elles sont rétrogrades et inefficaces (voir résultats PISA)...
- Labellisation des manuels scolaires de lecture et de maths en CP-CE1 (pour commencer...) selon ces mêmes méthodes imposées.
- Annualisation des programmes et progressivité uniforme des apprentissages pour tou·tes les élèves (alors que le rythme n'est pas le même pour tout le monde).

Cet encadrement pédagogique est extrêmement rare dans l'Histoire de l'enseignement et ne témoigne pas du meilleur politiquement.



EXIGEONS L'ABANDON DU CHOC DES SAVOIRS

CACHEZ CES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉS OU COMMENT LES STIGMATISER...

Comment lutter contre la difficulté scolaire ?

En développant et soutenant les RASED ou diminuant les effectifs par classe ? Réponse d'Attal : exclure les élèves qui ne réussissent pas ou les stigmatiser en développant les redoublements.

Alors qu'il y a 10 ans le ministère se félicitait de la baisse drastique de ces redoublements (s'appuyant sur des études montrant leur inefficacité dans la plupart des cas et les qualifiant même de « pénalisant et largement inéquitable »), le gouvernement actuel fait le choix d'un retour en arrière sous couvert de restaurer l'autorité des enseignant·es.

Racoleuse annonce et sans consensus scientifique, cette nouvelle mesure n'aura pourtant pour effets que d'accentuer le tri social, de stigmatiser les élèves déjà fragiles, de rabaisser leur estime de soi, voire d'aggraver le risque de décrochage scolaire.

Plutôt que renforcer les RASED, dispositif efficace pour lutter contre les difficultés scolaires et passant sous silence l'inefficacité des APC, le gouvernement fait une fois encore le choix du pire !

